

Bilans contradictoires d'une année de crise au Burundi

PANA, 03 mai 2016 Bujumbura, Burundi - La police burundaise a livré, mardi, le premier bilan global d'une année de violences politiques qui ont coûté la vie à 77 agents de l'ordre et fait 367 blessés dans leurs rangs, contre 374 tués, 368 autres blessés et "aucun disparu", contrairement à d'autres sources indépendantes qui faisaient jusque-là de chiffres allant parfois du simple au double.

C'est le cas, notamment, de la Fédération internationale des droits de l'homme (Fidh) dont le rapport rendu public en avril dernier, à l'occasion du premier anniversaire de l'éclatement d'une crise électorale, faisait état de personnes tuées, 800 portées disparues et 4.300 détenus politiques. La Fidh estimait, en outre, "des centaines de personnes" qui ont subi des "tortures" et "plusieurs dizaines de femmes victimes de violences sexuelles". Pour le porte-parole de la police nationale, Pierre Nkurikiye, ce décalage dans les chiffres relève de la manipulation des fins inavouées de la part de ceux qui les diffusent. Certains dans l'opinion à Bujumbura ont salué une communication soudainement transparente de la police nationale habituellement avare en chiffres, quand elle ne les minimisait pas pour le moral de la troupe. La police nationale a encore surpris ceux de l'opinion qui l'accusait de couvrir l'impunité des crimes, en révélant des chiffres insoupçonnés de 38 agents de l'ordre qui ont été renvoyés du corps et 59 d'autres pour indiscipline. Par ailleurs, on apprend que huit policiers ont été portés disparus dans une crise politique qui a fini par prendre l'allure d'une insurrection animée par au moins trois rébellions déclarées au Burundi. Dans le même contexte tendu que la police nationale a encore revendiqué la saisie d'un arsenal impressionnant fait de 946 fusils de différents calibres, 941 grenades, plus de 50.000 cartouches et 165 obus de mortier en une année de crise qui a également des aspects humanitaires importants. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr) estime aujourd'hui à plus de 270.000, le nombre de Burundais qui ont fui leur pays depuis le début de la crise. Lors de la célébration de la fête internationale du travail, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a donné deux mois aux corps de défense et de sécurité pour avoir neutralisé à jamais les différents groupes armés perpétuent l'insécurité dans le pays. Des ordres similaires avaient été maintes fois renouvelés dans le passé sans résultats apparents du fait de la radicalisation croissante des positions divergentes dans la crise au Burundi. On assiste encore à un phénomène nouveau d'assassinats ciblés contre de hauts responsables civils, militaires et policiers gouvernementaux dont le dernier en date a emporté un second général de l'armée, son épouse et leur fille, le 25 mai 2016 à Bujumbura.